



Les enjeux et les tendances

Même si la structure en groupes donnait amplement la possibilité de participer à des discussions animées sur divers sujets (voir les comptes rendus ci-joints pour de plus amples renseignements à ce sujet), divers enjeux et tendances d'importance sont ressortis dans les trois groupes. Ce consensus relatif constitue la base d'un débat continu sur le rôle du Canada dans les futures mesures de consolidation de la paix.

Une analyse du rôle traditionnel du Canada dans les affaires étrangères a constitué le point de départ de la plupart des discussions. L'image que projette le Canada à l'étranger est celle d'un pays qui appuie fortement la diversité à l'intérieur de ses frontières. Cette image constitue un puissant atout pour que nous puissions aider les pays qui cherchent difficilement à se remettre d'un conflit interne dû à des problèmes de diversité (ethnique, religieuse, etc.). De plus, le Canada n'est pas considéré comme une grande puissance internationale ni comme une puissance néocoloniale.

Le Canada est plutôt perçu comme un pays qui reconnaît la force de la diversité et qui n'a donc pas d'idées préconçues rigides sur les conditions d'une reconstruction réussie après un conflit. Les Canadiens sont reconnus pour leur approche consultative face à la consolidation de la paix, une approche qui se fonde sur la coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales de l'État en cause, sur l'encouragement des mouvements populaires locaux, sur l'acceptation des opinions divergentes et sur la volonté marquée d'écouter les autres et d'en tirer des leçons.

Ayant défini les atouts susceptibles de placer le Canada à l'avant-garde des futurs efforts internationaux en matière de consolidation de la paix, les participants ont commencé à se poser des

questions plus pratiques. À quoi ressemblerait un mécanisme canadien de consolidation de la paix et comment pourrait-il évoluer?

La question du financement joue un rôle primordial. Les participants se sont inquiétés de l'ampleur des réductions des subventions aux organisations non gouvernementales et communautaires qui sont sur la brèche et contribuent directement aux activités de consolidation de la paix à l'échelle internationale. Malgré l'absence de consensus, ils ont souligné l'importance fondamentale d'un soutien financier suffisant aux organisations qui s'occupent sur le terrain de la consolidation de la paix internationale et la nécessité d'employer avec imagination les fonds disponibles. Dans cette perspective, il faut un mécanisme permettant de cibler l'aide et d'établir un ordre de priorité entre les activités de consolidation de la paix. Afin de cibler l'aide, il faut un cadre de référence pour établir comment répondre et à qui, ainsi qu'un engagement profond envers les priorités choisies.

Les participants ont insisté sur la formation et l'éducation publique dans la société canadienne, ainsi qu'au niveau communautaire dans les États qui sortent d'une crise. Afin d'utiliser au mieux les ressources et d'accroître l'efficacité et la rapidité d'une intervention canadienne, il faut rééquiper les organisations non gouvernementales et les aider à prendre en charge la consolidation de la paix dans ces États. Dans une perspective générale, il faut que les citoyens qualifiés qui veulent participer à la consolidation de la paix aient accès à des programmes d'éducation et de formation.

Donner plus de contrôle aux organismes communautaires de consolidation de la paix par une formation soutenue et un appui gouvernemental favoriserait des mesures internationales ciblées et bien planifiées. L'éducation du grand public permettrait aussi aux décideurs de faire accepter les activités de